

Les thèmes des élections fédérales 1999. Cinquième partie, La politique énergétique : les énergies renouvelables

Autor(en): **Tschanz, Pierre-André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **26 (1999)**

Heft 3

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912678>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Les thèmes des élections fédérales 1999 (V): la politique énergétique

Les énergies renouvelables au cœur du débat

La politique énergétique est, depuis plusieurs décennies, pomme de discorde. C'est dans un premier temps sur la question du nucléaire que s'est focalisé le débat. Aujourd'hui, les principales questions politiques concernent la promotion et la place des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique du pays, l'abandon du nucléaire et la mise en place de taxes incitatives.

Le souverain suisse a marqué de son sceau la politique énergétique fédérale, en particulier en imposant, en 1990, un moratoire en matière d'énergie nucléaire: une interdiction, limitée à dix ans, de toute nouvelle centrale ou installation nucléaire. Il devra,

Pierre-André Tschanz

dans un proche avenir, donner son avis sur deux initiatives populaires: l'une demande de prolonger de dix nouvelles années ce moratoire, l'autre préconise l'abandon du nucléaire. A l'origine de ces initiatives, les milieux écologistes s'emploient également à promouvoir les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire. Ils préconisent également un système de taxes incitatives pour encourager l'utilisation parcimonieuse de l'énergie et le recours aux énergies renouvelables. A droite, les milieux généralement favorables au nucléaire misent, quant à eux, sur la libéralisation en cours du marché de

«Nous avons beaucoup trop d'électricité nucléaire.»

RUEDI RECHSTEINER, PSS

l'électricité et demandent la poursuite de l'exploitation des installations atomiques existantes.

Sous la bannière de l'écologie

Le parti socialiste réclame tout à la fois davantage d'écologie et davantage de marché, mais en tenant compte de tous les paramètres, car, observe le conseiller national Ruedi Rechsteiner, de Bâle-Ville, on ne prend pas en compte

les coûts de la gestion des déchets (20 à 30 milliards) dans le prix de l'électricité d'origine nucléaire. «Nous avons beaucoup trop d'électricité nucléaire», relève-t-il. Et de préconiser une réforme fiscale écologique et des taxes d'incitation limitées dans le temps pour promouvoir les énergies renouvelables. La Suisse, de l'avis de Ruedi Rechsteiner, devrait miser sur le progrès technologique.

Plus à gauche, le parti du travail donne dans la même veine: abandon progressif du nucléaire, promotion des énergies renouvelables et économies d'énergie. Le conseiller national Jean Spielmann, de Genève, appelle de ses vœux un appui dans le domaine de la recherche appliquée. «Le potentiel technologique est intéressant pour notre pays du point de vue industriel, mais cela implique un changement d'approche et de mentalité», explique-t-il. Le parti du travail soutient les taxes d'incitation et les efforts pour promouvoir des comportements plus écologiques.

Avec les Verts du parti écologiste, le discours et les postulats se radicalisent: sortie du nucléaire en cinq ans et arrêt immédiat des centrales nucléaires de Mühleberg et de Beznau (1 et 2); développement des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, etc.) par le moyen de taxes d'incitation. Mais la première priorité, explique la conseillère nationale argovienne Katrin Kuhn, reste la mise en place d'une réforme fiscale écologique qui consiste à imposer sensiblement plus lourdement l'énergie, tout en abaissant les charges salariales. «Toutefois, des taxes d'incitation sont nécessaires jusqu'à ce que la réforme fiscale écologique déploie pleinement ses effets».

«La meilleure énergie est l'énergie économisée», explique pour sa part le conseiller national zurichois Roland Wie-

derkehr, de l'Alliance des Indépendants. Très proche de la position des écologistes, il plaide pour une réforme fiscale écologique et un système de taxation qui permette de réduire la part des énergies non renouvelables et encourage les économies d'énergie.

«La meilleure énergie est l'énergie économisée.»

ROLAND WIEDERKEHR, ADI

Sensibilité écologique jusqu'à droite

La sensibilité écologique n'a pas contaminé que la gauche, les Verts ou les Indépendants. Tout à droite, les Démocrates suisses se veulent aussi écologistes. Ils se prononcent pour l'abandon à moyen terme du nucléaire, pour des efforts accrus de recherche dans le domaine de l'énergie solaire et pour l'optimisation des centrales hydrauliques

Le lobby nucléaire a perdu du terrain au profit des tenants des énergies renouvelables. (Photo INCOLOR SA)

existantes. Sur le plan fiscal, ils sont pour une plus forte taxation des gros consommateurs d'énergie. «Une telle taxation favorise les mesures d'économie d'énergie», explique le conseiller national Rudolf Keller, de Bâle-Campagne.

Innovateurs et conservateurs

Même dans les grands partis bourgeois, la fibre écologiste est bien présente. En fait, les partis radical et démocrate-chrétien sont divisés en deux courants

«On ne coupe pas au nucléaire.»

JEAN CAVADINI, PLS

s'agissant de la politique énergétique: un courant «innovateur», un autre «conservateur», comme aime à les définir le conseiller national Marc Suter, radical bernois. Dans son parti, ces deux cou-

rants représentent chacun 50 % environ. Les «innovateurs», à l'instar de Marc Suter, soutiennent l'abandon à long terme du nucléaire et le remplacement par des énergies renouvelables (optimisation des centrales hydrauliques, bois, biomasse, solaire) et la promotion des économies d'énergie (isolation des bâtiments notamment): «on pourrait réduire de moitié notre consommation d'énergie sans privation et même en améliorant la qualité de la vie». L'aile «conservatrice» des radicaux, en revanche, s'oppose aux taxes d'incitation et à la réforme fiscale écologique et mise sur la libéralisation du marché de l'électricité.

Ces deux courants de pensée, on les retrouve dans les rangs démocrates-chrétiens. Le conseiller aux Etats schwyzois Bruno Fritsch, à la sensibilité plutôt écologiste, préconise la libéralisation rapide du marché de l'électricité, assortie d'efforts en vue de tirer meilleur parti de l'énergie hydraulique. Il demande la mise en place rapide d'une taxe énergétique, dont le produit (3 à 4 milliards de francs au début) devrait servir à abaisser les charges sociales: «la taxe sur l'énergie allège le coût du travail et renforce l'économie». Et il faut également promouvoir, grâce à des taxes d'incitation limitées dans le temps, les énergies renouvelables.

Les tenants de l'économie de marché

Plus à droite, Démocrates suisses exceptés, la priorité va clairement à l'économie de marché. Le conseiller national argovien Christian Speck, de l'Union

«Toute nouvelle taxe nuit à l'économie.»

CHRISTIAN SPECK, UDC

démocratique du centre, entend qu'on exploite les centrales nucléaires existantes tant que la sécurité est garantie. Il dit oui à la rénovation des usines hydrauliques, mais sans aide directe des pouvoirs publics, et demande une réduction des taxes hydrauliques. Et il s'op-

Partis politiques: éclairage (V)

Parti socialiste suisse (PSS)

Sièges au Conseil national: 57
au Conseil des Etats: 5
Présidente: Ursula Koch (ZH)
Adresse: Spitalgasse 24, case postale 7876
3001 Berne
tél. +41 31 329 69 69
fax +41 31 329 69 70
internet: www.sp-ps.ch
e-mail: sekretariat@sp-ps.ch

Le PS sur lui-même:

«Ceux qui veulent pour nous veulent une Suisse sociale, écologique et ouverte. Le PS milite pour un système de financement équitable des assurances maladie et sociales, pour du travail pour tous et un salaire permettant d'assurer les moyens d'existence, l'égalité des sexes et l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.»

Parti radical-démocratique suisse (PRD)

Sièges au Conseil national: 45
au Conseil des Etats: 17
Président: Franz Steinegger (UR)
Adresse: Neuenquasse 20, case postale 6136
3001 Berne
tél. +41 31 320 35 35
fax +41 31 320 35 00
internet: www.prd.ch
e-mail: gs@fdp-prd.ch

Le PRD sur lui-même:

«Le PRD a deux priorités: l'ouverture au monde et l'attachement à la patrie. Il y a 150 ans, il a été le fondateur de cet Etat. Aujourd'hui, il préserve le précieux héritage des pères de la patrie, tout en luttant avec détermination pour que la Suisse puisse garder sa place en Europe et dans le monde.»

pose à toute taxe énergétique: «toute nouvelle taxe nuit à l'économie».

Les libéraux mettent l'accent sur la nécessité de poursuivre l'effort de diversification de l'approvisionnement énergétique en faisant une plus large place aux énergies renouvelables. Il convient, à leurs yeux, de mettre à profit les perspectives de la libéralisation du marché de l'électricité. Il faut prolonger l'exploitation des centrales nucléaires tout en améliorant la sécurité et en cherchant des solutions au problème des déchets, car «on ne coupe pas au nucléaire», estime le conseiller aux Etats neuchâtelois Jean Cavadini.

Enfin le parti de la liberté se dit prononcé et juge erroné le moratoire en la matière. Il est faux également de vouloir remplacer l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables. ■

